

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15480]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2000 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et , Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE  
ANNEE BUDGETAIRE 2000

CHAPITRE I<sup>er</sup>Engagements effectués en exécution du budget§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2000, s'élèvent à 1.255.600.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 1.031.337.280 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 224.262.720 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2000 s'élèvent à 6.463.073.125 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2000, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de 812.448.137 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2000 à 7.275.521.262 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 38 du décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2000 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2000 s'élèvent à 6.691.305.659 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

**Article 6**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2000 à 584.215.603 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IIRecettes et dépenses effectuées en exécution du budget§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes**Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2000 à la somme de 240.609.977.887 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	232.412.637.820
- recettes fiscales et générales en capital :	43.040.067
- produits d'emprunt	8.154.300.000

**Article 8**

Les recettes budgétaires de l'année 2000 s'élèvent à 240.609.977.887 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	232.412.637.820
- recettes fiscales et générales en capital :	43.040.067
- produits d'emprunt :	8.154.300.000

**Article 9**

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)

- recettes fiscales et générales courantes :

- recettes fiscales et générales en capital

- produit d'emprunt :

b. droits reportés à l'année budgétaire 2001 (annexe tableau annexe II colonne 6)

- recettes fiscales et générales courantes :

- recettes fiscales et générales en capital

- produit d'emprunt :

§ 2 Fixation des crédits de dépenses**Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2000 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnement	1.241.700.000
Crédits non dissociés	242.066.400.000

**Article 11**

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de 1.064.000.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnement	-62.200.000
Crédits non dissociés	1.126.200.000

**Article 12**

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 6.964.736.925 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnement

**Crédits non dissociés** 6.964.736.925

**Article 13**

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2000 s'élève à 251.336.836.925 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnement	1.179.500.000
Crédits non dissociés	250.157.336.925

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2000 se montent à 240.489.273.539 francs (annexe tableau III, colonnes 5, 6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	248.967.694	792.958.183	1.041.925.877
Crédits non dissociés	2.528.191.814	236.919.155.848	239.447.347.662
total	2.777.159.508	237.712.114.031	240.489.273.539

**Article 15**

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 240.489.273.539 francs dont :

Crédits d'ordonnement	1.041.925.877
Crédits non dissociés	239.447.347.662

(annexe tableau III, colonne 8)

**Article 16**

Il résulte de la comparaison des articles 14 et 15 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2000 de 10.847.563.386 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	137.574.123
Crédits non dissociés	10.709.989.263

**Article 18**

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2000 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 1.308.322.858 francs dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	1.308.322.858

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau VI de l'annexe.

**Article 19**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2000 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	137.574.123	4.071.475.133	4.209.049.256
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	7.946.836.988	7.946.836.988

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2000**Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2000 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 240.609.977.887 francs

Les dépenses s'élèvent à 240.489.273.539 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 120.704.348 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 1999 s'élevait à -8.606.479.055 francs, le solde fin de l'année budgétaire 2000 s'élève à -8.485.774.707 francs

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses relatives aux crédits variables§ 1. Fixation des recettes affectées**Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2000 à 6.463.073.125 francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes	6.439.653.186
Recettes en capital	23.419.939

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement**Article 22**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2000 s'élèvent à 6.463.073.125 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 2000 étant de 899.808.753 francs, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 7.362.881.878 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnés le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 38 du décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2000 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables**Article 23**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2000 s'élèvent à 6.647.706.597 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

**Article 24**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnement s'établit à -184.633.472 francs

**Article 25**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2000 à 715.175.281 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5). Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IVRecettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget**Article 26**

Les décrets budgétaires de l'année 2000 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	0
- Dépenses	0
(annexe tableau V, colonnes 1, 2).	

**Article 27**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2000 s'élevait à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 7)  
Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Article 28**

Aucune dépense n'a été imputée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Article 29**

Aucune opération de recettes et de dépenses n'ayant été effectuée ainsi qu'il ressort des articles 27 et 28, le solde disponible au 31 décembre 2000 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 9). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE VRésultat global**Article 30**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 2000 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto :	120.704.348
Crédits variables :	-184.633.472
Section particulière :	
Total :	-63.929.124

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS  
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE I

Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée  
du ministère de la Communauté française

§ 1<sup>er</sup> fixation des recettes**Article 31**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 7.898.100.000 francs (annexe tableau VII colonne 1)

Les recettes pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent à 14.685.864.036 francs.

Elles se décomposent comme suit

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	5.379.476.540
Recettes de l'année	9.306.387.496
(annexe tableau VII colonnes 3 et 6)	

Le montant de 14.685.864.036 francs constitue le disponible pour les dépenses de l'année 2000.

§ 2. fixation des dépenses**Article 32**

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 8.853.800.000 francs (annexe tableau VII colonne 2).

Les dépenses sont fixées à la somme de 9.571.119.555 francs (annexe tableau VII colonne 4).

§ 3. résultat budgétaire**Article 33**

Par suite des articles 31 et 32, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de -264.732.059 francs.

Le disponible au 31 décembre 2000 est fixé au montant de 5.114.744.481 francs

Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS  
DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

**CHAPITRE I**  
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

**Article 34**

Référence budgétaire : décret du 23 décembre 1999 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 2000

article 42

158 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Commissariat général aux Relations Internationales est établi comme suit : pour l'année 2000

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	1.297.700.000
recettes imputées	1.243.553.772
différence	54.146.228
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	1.364.472.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	1.364.472.000
dépenses imputées	1.234.639.985
excédent de crédits à annuler	129.832.015
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 2000 se résume comme suit	
recettes	1.243.553.772
dépenses	1.234.639.985
excédent de recettes	8.913.787

**CHAPITRE II**  
FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS

Année courante

**Article 35**

Référence budgétaire : décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000

article 42

158 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Fonds d'égalisation des budgets pour l'année 2000 est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	0
recettes imputées	0
différence	0
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	0
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	0
dépenses imputées	0
excédent de crédits à annuler	0
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 2000 se résume comme suit	
recettes	0
dépenses	0
excédent de dépenses	0

**CHAPITRE III**  
**SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION**  
**DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE**

Année courante

**Article 36**

Référence budgétaire : décret du 23 décembre 1999 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2000

article 42

158 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Fonds d'égalisation des budgets pour l'année 2000

est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	410.144.000
recettes imputées	420.961.106
différence	10.817.106
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	410.144.000
crédits complémentaires à accorder	5.063.391
total des crédits	415.207.391
dépenses imputées	327.867.636
excédent de crédits à annuler 87.339.755	
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 2000	
se résume comme suit	
recettes	420.961.106
dépenses	327.867.636
excédent de recettes	93.093.470

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—————  
 Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement – Projet de décret , n° 380-1.

*Session 2007-2008*

Documents du Parlement – Rapport , n° 380-2 ;

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – séance du 22 janvier 2008.

ANNEXE TABLEAUX RELATIFS AU DECRET CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DU  
BUDGET POUR L'ANNEE 2000

I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS

II. RECETTES

III. DEPENSES

IV. CREDITS VARIABLES

V. SECTION PARTICULIERE

VI. DEPASSEMENTS DE CREDITS

VII. SERVICES A GESTION SEPAREE

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

Commissariat général aux relations internationales

Fonds d'égalisation des budgets

Services de perception de la redevance radio-télévision

tableau I - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES		
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements	
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante (7)
Chapitre I - Services généraux	8.000.000	-	8.000.000	6.667.911	1.332.089	-	1.332.089
Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Auditivisuel et Sport	682.600.000	-	682.600.000	620.804.217	61.795.783	-	61.795.783
Chapitre III - Education, Recherche et Formation	565.000.000	-	565.000.000	403.865.152	161.134.848	-	161.134.848
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>1.255.600.000</b>	<b>-</b>	<b>1.255.600.000</b>	<b>1.031.337.280</b>	<b>224.262.720</b>	<b>-</b>	<b>224.262.720</b>



tableau II - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES						DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surseance indéfinie (5)	Droits reportés (6)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)	Prévisions inférieures aux recouvrements (8)
<b>Recettes courantes</b>								
Recettes fiscales	10.479.600.000	10.289.485.878	10.289.485.878	0	0	0	190.114.122	0
Recettes générales	222.198.400.000	222.123.151.942	222.123.151.942	0	0	0	275.254.789	200.006.731
Recettes affectées	6.683.500.000	6.439.653.186	6.439.653.186	0	0	0	3.392.850.939	3.149.004.125
<b>Total recettes courantes</b>	<b>239.361.500.000</b>	<b>238.852.291.006</b>	<b>238.852.291.006</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.858.219.850</b>	<b>3.349.010.856</b>
<b>Recettes en capital</b>								
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes générales	39.800.000	43.040.067	43.040.067	0	0	0	0	3.240.067
Recettes affectées	37.900.000	23.419.939	23.419.939	0	0	0	14.480.061	0
<b>Total recettes en capital</b>	<b>77.700.000</b>	<b>66.460.006</b>	<b>66.460.006</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14.480.061</b>	<b>3.240.067</b>
<b>Produit d'emprunts</b>	<b>11.654.300.000</b>	<b>8.154.300.000</b>	<b>8.154.300.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>251.093.500.000</b>	<b>247.073.051.012</b>	<b>247.073.051.012</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.872.699.911</b>	<b>3.352.250.923</b>



Secteur III - Recettes affectées										
06.03	Recettes diverses, dons, legs et interventions de la Loterie nationale pour la recherche scientifique	3.000.000	14.000.000	14.000.000	-	-	-	-	-	11.000.000
06.04	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsides d'institutions internationales pour des actions culturelles	1.000.000	2.716.033	2.716.033	-	-	-	-	-	1.716.033
06.05	Recettes diverses, donations, legs, donation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial, dans le domaine sportif	360.000.000	539.312.081	539.312.081	-	-	-	-	-	179.312.081
06.06	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé	100.000	-	-	-	-	-	-	100.000	-
16.08	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française	5.600.000	4.720.510	4.720.510	-	-	-	-	879.490	-
16.09	Droits d'inscription à des activités de formation d'animateurs socio-culturels	1.200.000	5.450.428	5.450.428	-	-	-	-	-	4.250.428
16.10	Contribution de la RTBF et des radios privées	800.000	1.018.225	1.018.225	-	-	-	-	-	218.225
16.11	Ressources provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL/TVI	7.500.000	7.761.403	7.761.403	-	-	-	-	-	261.403
16.12	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Hicter	170.000.000	152.170.999	152.170.999	-	-	-	-	17.829.001	-
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossimol	31.000.000	19.345.698	19.345.698	-	-	-	-	11.654.302	-
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Séroule	8.800.000	2.369.867	2.369.867	-	-	-	-	6.430.133	-
16.15	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	4.300.000	1.155.064	1.155.064	-	-	-	-	3.144.936	-
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	25.000.000	16.993.831	16.993.831	-	-	-	-	8.006.169	-
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Official subventionné)	30.000.000	18.004.118	18.004.118	-	-	-	-	11.995.882	-
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Libre subventionné)	24.000.000	12.724.161	12.724.161	-	-	-	-	11.275.839	-
16.20	Quote-part des droits d'inscription dans les centres sportifs	170.000.000	291.221.279	291.221.279	-	-	-	-	-	121.221.279
26.01	Produits de redevances versées par des particuliers pour le domaine culturel	1.000.000	5.890.670	5.890.670	-	-	-	-	-	4.890.670
30.01	Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse	28.000.000	28.742.991	28.742.991	-	-	-	-	-	742.991
30.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle	200.000.000	194.073.590	194.073.590	-	-	-	-	5.926.410	-
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle	100.000.000	-	-	-	-	-	-	-	-
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit	286.600.000	-	-	-	-	-	-	-	-
39.03	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - matières culturelles	600.000.000	2.650.957.936	2.650.957.936	-	-	-	-	-	2.550.957.936
39.04	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - COCOF	450.000.000	-	-	-	-	-	-	-	-
39.05	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - Région wallonne	1.550.000.000	-	-	-	-	-	-	-	-
39.06	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - Enseignement à horaire réduit	143.400.000	100.742.744	100.742.744	-	-	-	-	42.657.256	-
39.07	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelle - enseignement de promotion sociale	196.400.000	270.531.596	270.531.596	-	-	-	-	-	74.131.596
39.08	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles	200.000.000	91.051.584	91.051.584	-	-	-	-	108.948.416	-
39.10	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles	35.000.000	43.712.408	43.712.408	-	-	-	-	-	8.712.408
39.11	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles	200.000.000	-	-	-	-	-	-	200.000.000	-



tableau III - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS					SITUATION DES DEPENSES					REGLEMENT DES CREDITS			
	Crédits initiaux (1)	Crédits ajustés nets (2)	Crédits reportés (3)	Crédits totaux (4)	Opérations imprimées			Crédits complémentaires (*) (10)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2001 (11)	Crédits non utilisés à annuler (12)				
					Prestations des années antérieures (3)	Prestations de l'année (6)	Dépenses totales (7)				Crédits complémentaires (*) (10)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2001 (11)	Crédits non utilisés à annuler (12)	
<b>I Services généraux</b>														
a) crédits non dissociés	9.730.800.000	131.000.000	3.026.485.410	12.878.285.410	119.177.699	9.310.051.432	9.429.228.931	9.429.228.931	715.986.437	2.746.710.234				
b) crédits d'ordonnement	8.000.000			8.000.000	356.837	3.443.178	3.800.015	3.800.015		4.199.985				
<b>II Culture et Affaires sociales</b>														
a) crédits non dissociés	25.511.500.000	-128.000.000	1.307.786.637	24.691.286.637	1.127.239.549	23.805.610.418	24.032.849.967	24.932.849.967	1.685.011.021	73.435.639				
b) crédits d'ordonnement	788.700.000	-53.900.000		734.800.000	8.284.722	681.199.580	689.484.302	689.484.302		45.315.698				
<b>III Education et Recherche</b>														
a) crédits non dissociés	183.060.000.000	1.239.600.000	2.194.026.039	186.493.626.039	1.273.152.251	183.698.186.111	184.971.338.363	184.971.338.362		824.561.193				
b) crédits d'ordonnement	445.000.000	-8.300.000		436.700.000	240.326.135	108.315.425	348.641.560	348.641.560		88.038.440				
<b>IV Dette publique</b>														
a) crédits non dissociés	8.873.100.000	-615.600.000	436.438.849	8.693.938.849	8.622.515	4.705.134.546	4.713.757.061	4.713.757.061	3.553.403.721	426.778.067				
<b>V Dotations à la RW et à la COCOF</b>														
a) crédits non dissociés	14.901.000.000	499.200.000	0	15.400.200.000		15.400.173.341	15.400.173.341	15.400.173.341	26.639					
<b>Totaux</b>														
a) crédits non dissociés	242.066.400.000	1.126.200.000	6.964.736.925	250.157.336.925	2.528.191.814	236.919.155.848	239.447.347.662	239.447.347.662	7.946.836.988	4.071.475.133				
b) crédits d'ordonnement	1.241.700.000	-62.200.000	0	1.179.500.000	248.967.694	792.958.183	1.041.925.877	1.041.925.877	0	137.574.123				
<b>Total général</b>	243.308.100.000	1.064.000.000	6.964.736.925	251.336.836.925	2.777.159.508	237.712.114.031	240.489.273.539	240.489.273.539	7.946.836.988	4.209.049.256				

(\*) à allouer par le décret de compte pour dépenses faites au-delà des crédits

tableau IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2000 (5)
	Solde reporté (et réductions de visa) (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
I Services généraux	3.444.732.217	2.675.380.046	6.120.112.263	3.109.541.756	3.010.570.507
II Culture et Affaires sociales	-466.365.957	1.746.574.234	1.280.208.277	1.621.677.995	-341.469.718
III Education et recherche	-2.165.918.123	2.041.118.845	-124.799.278	1.960.085.908	-2.084.885.186
<b>TOTAL</b>	<b>812.448.137</b>	<b>6.463.073.125</b>	<b>7.275.521.262</b>	<b>6.691.305.659</b>	<b>584.215.603</b>

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.2000 (5)
	Solde reporté	Recettes de l'année	Disponible		
I Services généraux	3.444.732.217	2.675.380.046	6.120.112.263	3.107.484.881	3.012.627.382
II Culture et Affaires sociales	-382.479.706	1.746.574.234	1.364.094.528	1.580.135.808	-216.041.280
III Education et recherche	-2.162.443.758	2.041.118.845	-121.324.913	1.960.085.908	-2.081.410.821
<b>TOTAL</b>	<b>899.808.753</b>	<b>6.463.073.125</b>	<b>7.362.881.878</b>	<b>6.647.706.597</b>	<b>715.175.281</b>

tableau V - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.2000 (9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.2000 (7)	Au 31.12.2000 (8)	
				Totales (4)	Restant à régulariser (5)				
Education, Recherche et Formation	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737	-117.942.737
<b>TOTAUX</b>	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737	-117.942.737



tableau VI - DEPASSEMENTS DE CREDITS

Numéros et libellés des articles	Montants des dépassements de crédits
<b>CHAPITRE I - Services généraux</b>	
<b>DO 11 - Affaires générales - Secrétariat général</b>	
Programme 0 - Subsistance	13.540.192
Programme 1 - Secrétariat général	100.000
<b>Total DO 04</b>	<b>13.640.192</b>
<b>TOTAL CHAPITRE I</b>	
<b>13.640.192</b>	
<b>CHAPITRE III - Education, recherche et Formation</b>	
<b>DO 40 - Services communs</b>	
Programme 3 - Affaires pédagogiques - Inspection	15.103
<b>Total DO 40</b>	<b>15.103</b>
<b>DO 48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire</b>	
Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.	59.249.528
<b>Total DO 48</b>	<b>59.249.528</b>
<b>DO 50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'Enseignement de la Communauté française</b>	
Programme 6 - Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française	2.240.904
<b>Total DO 50</b>	<b>2.240.904</b>
<b>DO 51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire</b>	
Programme 2 - Subsistance - Inspection	3.319.514
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles	133.527.785
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires	114.454.005
<b>Total DO 51</b>	<b>251.301.304</b>
<b>DO 52 - Enseignement secondaire</b>	
Programme 2 - Subsistance - Inspection	1.779.933
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice	681.142.937
Programme 6 - Dpenses de personnel des écoles à horaire réduit	38.458.065
<b>Total DO 52</b>	<b>721.380.935</b>
<b>DO 53 - Enseignement spécial</b>	
Programme 2 - Subsistance - Inspection	220.420
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial	128.459.348
<b>Total DO 53</b>	<b>128.679.768</b>
<b>DO 55 - Enseignement supérieur hors Université et Hautes Ecoles</b>	
Programme 0 - Subsistance administration enseignement et recherche	100.000
Programme 4 - dépenses de personnel des Hautes Ecoles (hors dotatlon)	26.457.758
Programme 5 - Fonctionnement des Hautes Ecoles	1.982.401
Programme 6 - Fonctionnement des écoles d'architecture	10.803.173
Programme 7 - Enseignement supérieur hors universités	800.000
<b>Total DO 55</b>	<b>40.143.332</b>
<b>DO 56 - Enseignement de promotion sociale</b>	
Programme 2 - Subsistance -Inspection	294.292
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale	55.410.516
<b>Total DO 56</b>	<b>55.704.808</b>
<b>DO 57 - Enseignement artistique</b>	
Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur	18.283.903
Programme 5 - Dépenses de personnel des ets d'enseignement sec. de PE officiels subventionnés	5.773.219
Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit	8.659.015
<b>Total DO 57</b>	<b>32.716.137</b>
<b>DO 58 - Enseignement</b>	
Programme 1 - Subsistance - Inspection	3.250.847
<b>Total DO 58</b>	<b>3.250.847</b>
<b>TOTAL CHAPITRE III</b>	
<b>1.294.682.666</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1.308.322.858</b>



tableau VII - COMPTE D'EXECUTION DES SERVICES A GESTION SEPARÉE

	Prévisions		Opérations comptabilisées		Solde (5)	Soldes cumulés	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses (4)		Au 01.01.2000 (6)	Au 31.12.2000 (7)
Culture et Affaires sociales	482.800.000	891.300.000	503.171.940	454.238.694	48.933.246	453.737.290	502.670.536
Education, Recherche et Formation	7.415.300.000	7.962.500.000	8.803.215.556	9.116.880.861	-313.665.305	4.925.739.250	4.612.073.945
<b>TOTAUX</b>	<b>7.898.100.000</b>	<b>8.853.800.000</b>	<b>9.306.387.496</b>	<b>9.571.119.555</b>	<b>-264.732.059</b>	<b>5.379.476.540</b>	<b>5.114.744.481</b>

## COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	28.839.049	<i>Capitaux propres</i>	139.812.716
Cautions et garanties	27.208.339	Résultat reporté	139.812.716
Créances à plus d'un an	1.630.710	<i>Provisions et impôts différés</i>	1.720.000
		Provision syndicale	1.720.000
<i>Actifs circulants</i>	316.005.101	<i>Dettes</i>	258.139.756
Créances à un an au plus	262.454.133	Dettes à un an au plus	214.037.618
Valeurs disponibles	53.550.968	Dettes fiscales, sal. et soc.	15.997.168
		Dettes diverses	17.960.760
		Dettes financières	10.144.210
<i>Comptes de régularisation</i>	55.050.680	<i>Comptes de régularisation</i>	222.358
<b>TOTAL</b>	<b>399.894.830</b>	<b>TOTAL</b>	<b>399.894.830</b>

## COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		1.147.532.916
Autres produits d'exploitation	1.147.532.916	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		1.159.145.592
Charges d'exploitation	15.981.000	
Services et biens divers	97.379.062	
Rémunérations, charges sociales et pensions	329.069.159	
Amortissements	5.947.413	
Autres charges d'exploitation	710.768.958	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		-11.612.676
IV. Produits financiers	6.245.355	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		-5.367.321
VII. Produits exceptionnels	118.526.507	
VIII. Charges exceptionnelles	75.644.393	
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		37.514.793
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		37.514.793

XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)

37.514.793

## FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs circulants</i>	0	<i>Dettes à un an au plus</i>	0
Valeurs disponibles	0	Autres dettes	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>

SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION  
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2000

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	13.934.271	<i>Capitaux propres</i>	53.473.927
Immobilisations incorporelles	155.633	Bénéfice reporté	53.473.927
Immobilisations corporelles	13.778.638	Provisions	0
<i>Actifs circulants</i>	110.015.793	<i>Dettes</i>	73.390.230
Créances à un an au plus	787.592	Dettes à plus d'un an	0
Placements de trésorerie	0	Dettes à un an au plus	73.390.230
Valeurs disponibles	109.228.201	Autres dettes	0
<i>Comptes de régularisation</i>	5.240.759	<i>Comptes de régularisation</i>	2.326.666
<b>TOTAL</b>	<b>129.190.823</b>	<b>TOTAL</b>	<b>129.190.823</b>

## COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		370.024.588
Montants indûment perçus	-25.029.804	
Autres produits d'exploitation	395.054.392	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		301.471.861
Services et biens divers	132.424.829	
Rémunérations, charges sociales et pensions	160.624.868	
Amortissements	8.422.164	
Autres charges d'exploitation	0	
<i>III. Résultat d'exploitation</i>		68.552.727

IV. Produits financiers	3.028.910	
V. Charges financières	4.041	
<b><i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i></b>		<b>71.577.596</b>
VII. Produits exceptionnels	6	
VIII. Charges exceptionnelles	2.990	
<b><i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i></b>		<b>71.574.612</b>
<b><i>X. Impôts sur le résultat</i></b>		<b>419.265</b>
<b><i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i></b>		<b>71.155.347</b>

Annexes à l'article 36 du projet de décret de règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2000

Publications imposées par l'article 13 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 2000 fixant les règles générales relatives à la présentation des budgets, à la comptabilité budgétaire et à la reddition du compte d'exécution du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

**RTV Namur**  
**Relevé des dépenses et des recettes de l'année 2000**

Poste	Intitulé	Budget 2000 Bilal	Budget 2000 Ajusté	Montant au 31/12/01 au 31/12 sur base des recettes (enc)	Disponible
<b>Recettes</b>					
<b>Chapitre 41 : produits résultant de l'exercice de la mission statutaire</b>					
01.01	Solde de l'exercice antérieur	-	19 182 264	-	19 182 264
411.01	Créances IBPT	-	11 130 000	-	11 130 000
412.01	Remboursement OIP CF-BXL	16 166 000	12 600 000	8 115 963	4 484 037
413.01	Revenus financiers	600 000	600 000	2 641 522	- 2 041 522
414.01	Revenus patrimoniaux	610 000	610 000	1 491 811	- 881 811
416.01	Recettes diverses		700 000	814 869	- 114 869
417.01	Remboursement Cabinet ministériel		900 000	1 292 941	- 392 941
	<b>Total chapitre 41</b>	<b>17 376 000</b>	<b>26 540 000</b>	<b>14 357 106</b>	<b>12 182 894</b>
<b>Chapitre 45 : intervention du service public</b>					
50.01	Subvention de la Com française	380 299 000	383 604 000	406 604 000	- 23 000 000
	<b>Total chapitre 45</b>	<b>380 299 000</b>	<b>383 604 000</b>	<b>406 604 000</b>	<b>- 23 000 000</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>397 675 000</b>	<b>410 144 000</b>	<b>420 961 106</b>	<b>10 182 894</b>

N.B. : Pour les recettes, il s'agit des recettes imputées.

Poste	Intitulé	Budget 2000 initial	Budget 2000 ajusté	Montant au 31/12 sur base des recettes fonct.	Disponibilité
<b>Dépenses</b>					
<b>Chapitre 51 : montant à payer aux personnes attachées à l'organisme</b>					
511.01	Rémunération du personnel et ch	163 000 000	159 640 000	144 344 373	15 295 627
513.01	Frais de représentation	550 000	1 000 000	291 253	708 747
	<b>Total chapitre 51</b>	<b>163 550 000</b>	<b>160 640 000</b>	<b>144 635 626</b>	<b>16 004 374</b>
<b>Chapitre 52 : montants à payer à des tiers pour prestations, fournitures et travaux</b>					
521.01	Loyer des locaux et charges	21 000 000	20 200 000	20 228 933	- 28 933
522.01	Frais généraux	93 265 000	105 574 000	73 131 439	32 442 561
523.01	Frais de publication	10 000 000	10 000 000	8 601 380	1 398 620
524.01	Honoraires des huissiers, avocats	14 500 000	18 000 000	13 624 676	4 375 324
525.01	Charges financières	100 000	100 000	4 041	95 959
526.01	Autres prestations	41 800 000	45 420 000	33 111 195	12 308 805
527.01	Assurances	710 000	710 000	743 587	- 33 587
52'	Remboursement OIP CF-Bxl	4 650 000	-	-	-
	<b>Total chapitre 52</b>	<b>186 025 000</b>	<b>200 004 000</b>	<b>149 445 251</b>	<b>50 558 749</b>
<b>Chapitre 53 : exercice par l'organisme de sa mission statutaire</b>					
534.01	Ristournes et non-valeurs	22 500 000	25 000 000	25 029 804	- 29 804
	<b>Total chapitre 53</b>	<b>22 500 000</b>	<b>25 000 000</b>	<b>25 029 804</b>	<b>- 29 804</b>
<b>Chapitre 55 : sommes à payer à des tiers pour l'acquisition de biens patrimoniaux</b>					
550.02	Acquisitions mat, mob, véhicules	25 600 000	24 500 000	8 756 955	15 743 045
	<b>Total chapitre 55</b>	<b>25 600 000</b>	<b>24 500 000</b>	<b>8 756 955</b>	<b>15 743 045</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>397 675 000</b>	<b>410 144 000</b>	<b>327 867 636</b>	<b>82 276 364</b>
	<b>RESULTAT BUDGETAIRE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>93 093 470</b>	<b>93 093 470</b>
	<b>RESULTAT GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>19 182 264</b>	<b>93 093 470</b>	<b>112 275 734</b>

⚠ : pour les dépenses, il s'agit des opérations imputées et ordonnancées.

<b>Actif</b>		<b>Passif</b>	
Exercice 2000		Exercice 1999	
II. Immobilisations incorporelles	155 633	V. Bénéfice/Perte reportée	-17 681 420
211000 Logiciels	155 633		
III. Immobilisations corporelles	13 776 638		
B. Installations, machines, outillage	579 669		
230000 Equipement des bâtiments	530 831		
232000 Outillages et machines	48 838		
C. Mobilier et matériel roulant	13 198 969		
240000 Mobilier	6 380 933		
241000 Matériel roulant	843 314		
242000 Equipement info et télép	5 974 722		
VII. Créances à un an au plus	787 592	IX. Dettes à un an au plus	84 480 554
400000 Clients	787 592	C. Dettes commerciales	82 211 508
416100 Créances IBPT	0	440000 Fournisseurs	6 970 872
		440002 Dettes envers particuliers	553 379
		440003 Dettes la clé française	0
		444000 Factures à recevoir	23 385 951
		E. Dettes fisc., salariales, soc.	9 944 653
		454000 O.N.S.S.	867 426
		455000 Rémunérations	2 913 675
		456000 Pécules de vacances	6 163 552
		F. Autres dettes	32 535 375
		489100 Communauté Française	32 535 375
IX. Valeurs disponibles	109 228 201		
550000 Banque Crédit Communal	19 217 622		
550001 Compte de Placement	90 000 000		
570000 Caisse	10 579		
X. Comptes de régularisations	5 240 759	X. Comptes de régularisations	2 326 666
490000 Charges à reporter	1 508 531	492000 Charges à imputer	1 867 649
491000 Produits acquis	3 732 228	493000 Pdt à reporter	459 017
	129 190 823		129 190 823
			67 245 105



Compte de résultat du Service de la perception de la redevance  
Télé et Autoradio de la Communauté française

	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>Ventes et prestations</b>	<b>370 024 588</b>	<b>512 039 731</b>
<b>A. Chiffre d'affaires</b>	<b>-25 029 804</b>	<b>-25 616 783</b>
708 Montants indûment perçus	-25 029 804	-25 616 783
708400 Montants indûment perçus reversés aux particuliers	-25 029 804	-25 616 783
<b>D. Autres produits d'exploitation</b>	<b>395 054 392</b>	<b>537 656 514</b>
74 Autres produits d'exploitation	395 054 392	537 656 514
740100 Dotations reçues de la Communauté française	383 604 000	329 300 000
743300 Remboursement par Bxl des frais payés par Nam	7 962 230	7 266 969
743500 Remboursement des frais par Bruxelles	0	172 535 375
746000 Revenus patrimoniaux	1 245 872	522 199
749000 Produits divers	814 869	62 702
749100 Récupération des montants trop versés à IBPT	0	27 969 269
749200 Remboursement de Cabinet ministériel	1 427 421	0
<b>Courbes ventes et prestations</b>	<b>303 471 861</b>	<b>508 774 628</b>
<b>B. Services et biens divers</b>	<b>132 424 829</b>	<b>353 438 717</b>
610 Locations	16 844 493	14 811 292
610100 Loc bâtiment, parking, gar	14 291 841	14 121 042
610310 Locations véhicules	1 941 992	263 005
610321 Locations photocopieurs	391 901	252 420
610322 Autres	195	0
610400 Autres charges locatives	0	17 273
610500 Autres appareils en location	218 564	157 552
611 Entretien et réparations	4 550 102	5 576 586
611010 Nettoyage et entretien des locaux	3 702 378	4 531 123
611020 Gardiennage et surveillance	24 019	0
611030 Frais de déménagement	13 068	2 100
611040 Enlèvement des ordures ménagères	75 942	29 202
611050 Embellissement du bâtiment	20 259	119 563
611100 Entre & réparat <sup>n</sup> informatique	249 889	274 868
611200 Entre & réparat <sup>n</sup> mob, mach, outillage	131 361	158 626
611310 Nettoyage véhicules	5 645	39 775
611311 Nettoyage véhicule HYU 698	390	720
611313 Nettoyage véhicule HYU 705	0	125
611314 Nettoyage véhicule HYU 707	0	275
611315 Nettoyage véhicule HYU 710	0	160
611316 Nettoyage véhicule HTA 228	0	275
611320 Entretien & réparat <sup>n</sup> véhicules	858	20 676
611321 Entretien & réparation HYU 698	22 033	60 422
611322 Entretien & réparation HYU 701	0	11 250
611323 Entretien & réparation HYU 705	28 195	35 727
611324 Entretien & réparation HYU 707	3 873	31 750
611325 Entretien & réparation HYU 710	50 423	13 772
611326 Entretien & réparation HTA 228	33 818	59 570
611328 Entretien & réparation SAH 228	48 266	13 969
611330 Réparation suite à un accident KLU811	36 081	17 691
611331 Réparation suite à un accident HYU698	14 069	0
611333 Réparation suite à un accident HYU705	4 043	0
611334 Réparation suite à un accident HYU 707	3 721	0
611338 Réparation suite à un accident KSY 611	10 512	0
611340 Achat petit équipement véhicules	39 489	4 137
611410 Cont, entret & raccord Chauffage	0	148 974
611450 autres	31 770	1 836

	Exercice 2000	Exercice 1999
	69 959 840	86 958 850
<b>612 Fournitures</b>		
612010 Eau	74 091	80 845
612020 Gaz	486 082	420 845
612040 Electricité	1 227 035	895 575
612060 Combustible véhicules	854 752	102 638
612061 Combustible HYU 698	9 327	85 426
612062 Combustible HYU 701	0	10 928
612063 Combustible HYU 705	10 933	46 420
612064 Combustible HYU 707	10 819	42 318
612065 Combustible HYU 710	9 327	54 897
612066 Combustible HTA 228	9 529	51 965
612068 Combustible SAH 517	7 109	29 481
612110 Petit matériel de bureau et divers	749 243	769 337
612120 Papier et photocopies	322 078	495 306
612130 Imprimés	339 882	204 079
612140 Périodiques, brochures, doc diverse	17 456 795	32 891 866
612200 Télécommunications	0	37 280
612210 Frais de téléphone	1 736 805	3 789 979
612220 Frais des équipements mobiles	372 809	290 657
612230 Vidéotex - Lignes DCS	272 620	461 577
612310 Rétributions différées	38 920 131	40 171 675
612320 Achat de timbres	14 057	12 839
612330 Enlèvement du courrier	24 900	25 300
612350 Envois spéciaux	112 375	24 447
612360 Autres frais postaux	40 173	26 851
612411 Matériel pour pc	60 416	28 198
612412 Imprimantes, microfiches, fax	415 896	538 315
612422 Autres achats info & téléphonique	332 753	159 093
612430 Traitement informatique	726 602	207 532
612440 Support informatique	0	6 050
612450 Frais de raccordement	1 029 084	663 106
612510 Accès au registre national	3 223 813	2 144 583
612520 Livraisons mensuelles	343 666	1 026 769
612600 Réfectoire	0	1 471
612610 Distribution de boissons	382 609	280 741
612620 Fournitures réfectoire / réception	140 162	6 572
612700 Divers	47 674	0
612710 Equipement postes et boîte de secours	0	385 106
612720 Vêtements du travail	175 169	126 942
612730 Fournitures santé, hygiène	3 768	1 386
612740 Fournitures outillage	17 346	13 336
612760 Immobilisés refacturés à Bruxelles	0	347 119
	32 469 014	72 768 904
<b>613 Rétributions de tiers</b>		
613100 Secrétariat social et médecine travail	71 526	28 928
613210 Huissiers	8 096 214	11 019 487
613220 Avocats	248 065	288 455
613230 Réviseurs et organismes de contrôle	834 900	697 262
613240 Tribunaux	0	1 742
613250 Autres honoraires	59 774	0
613310 Frais de déplacement (100 %)	83 408	300 994
613320 Taxis	0	2 135
613410 Contrôle technique HYU 698	1 890	2 090
613420 Contrôle technique HYU 701	0	1 100
613430 Contrôle technique HYU 705	1 300	0
613440 Contrôle technique HYU 707	1 100	1 650
613450 Contrôle technique HYU 710	0	3 340
613460 Contrôle technique HTA 228	1 650	1 100
613510 Assurance bâtiment	94 384	92 459
613520 Assurance véhicule HYU 698	11 082	13 088
613521 Assurance véhicule HYU 701	0	18 845
613522 Assurance véhicule HYU 705	17 835	18 845
613523 Assurance véhicule HYU 707	17 017	17 980

	Exercice 2000	Exercice 1999
613524 Assurance véhicule HYU 710	11 082	11 082
613525 Assurance véhicule HTA 228	19 335	18 845
613527 Assurance véhicule SAH 517	51 083	15 657
613528 Assurance véhicule AWA 113	3 003	0
613530 Autres assurances	12 035	0
613550 Assurance personnel	174 300	344 373
613620 Visites médicales	0	1 450
613700 Divers	147 077	0
613701 Exploitation informatique	19 824 579	59 340 901
613702 Télé secrétariat	2 207 385	0
613720 Formation du personnel et écologie	0	252 165
613740 Frais de représentation/inaugurat <sup>e</sup> , réunions	178 990	124 931
613750 Cotisat <sup>e</sup> et affiliat <sup>e</sup> prof (service sociale)	300 000	150 000
<b>614 Publicité</b>	<b>8 601 380</b>	<b>787 710</b>
614010 Achat de publicité et sponsoring	250 000	0
614020 Imprimés publicitaires	11 523	787 710
614030 Frais de distribution de la publicité	8 339 857	0
<b>615 Quote-part des Communautés</b>	<b>0</b>	<b>172 535 375</b>
615100 Quote-part à verser à la Communauté française	0	172 535 375
<b>C. Rémunérations, charges sociales et pensions</b>	<b>160 624 868</b>	<b>148 471 217</b>
<b>620 Rémunérations, charges sociales</b>	<b>152 719 999</b>	<b>146 202 171</b>
620020 Rémunérations contractuels	61 955 114	57 662 779
620030 Personnel mis à disposition par fédéral	85 781 909	85 678 303
620230 Pécule de vacance contractuels	1 224 776	0
620320 Prime de fin d'année contractuels	990 819	803 716
620420 Allocations familiales et de naissance contractuels	1 534 061	1 246 603
620620 Indemnités, heures supplémentaires contractuels	476 130	188 809
620820 Interventions frais de parcours et dons contractuels	209 637	216 861
620920 Autres primes et allocat <sup>e</sup> et indem séjour contractuels	547 553	405 100
<b>624 Pensions</b>	<b>4 010 363</b>	<b>0</b>
624000 Pension de retraite	4 010 363	0
<b>625 Provisions</b>	<b>3 894 506</b>	<b>2 269 046</b>
625000 Provisions pour pécule de vacances	0	2 269 046
625100 Provisions pour pécule de vacances	3 894 506	0
<b>D. Amortissement et réductions de valeur sur frais d'établissement sur immobilisations incorporelles et corporelles et provisions pour risques et charges</b>	<b>8 422 164</b>	<b>6 825 953</b>
<b>630 Amortissements, réduct<sup>e</sup> valeur, provisions</b>	<b>8 422 164</b>	<b>6 825 953</b>
630100 Amortissements sur immobilisat <sup>e</sup> incorporelles	174 036	238 087
630210 Amortissements sur mobilier	2 263 350	1 525 258
630230 Amortissements sur outillage et machines	17 949	17 949
630240 Amortissements sur matériel informatique et télép	5 588 962	4 907 335
630250 Amortissements sur matériel roulant	245 159	137 324
630260 Amortissements sur équipement du bâtiment	132 708	0
<b>G. Autres charges d'exploitation</b>	<b>0</b>	<b>35 736</b>
<b>640 Autres charges d'exploitation</b>	<b>0</b>	<b>35 736</b>
640000 Taxes sur véhicules	0	35 736

	Exercice 2000		Exercice 1999	
<b>V. Produits financiers</b>		3 028 910		793 122
<i>C. Autres produits financiers</i>		3 028 910		793 122
75 Produits financiers		3 028 910		793 122
756000 Produits financiers divers	3 028 910		793 122	
<b>VI. Charges financières</b>		4 041		376
<i>C. Autres charges financières</i>		4 041		376
650 Charges financières		4 041		376
659000 Charges financières diverses	4 041		376	
<b>Produits exceptionnels</b>		6		
<i>E. Autres produits exceptionnels</i>		6		
760 Produits exceptionnels		6		
764000 Autres produits exceptionnels	6			
<b>VIII. Charges exceptionnelles</b>		2 990		252 048
<i>E. Autres charges exceptionnelles</i>		2 990		252 048
660 Charges exceptionnelles		2 990		252 048
664000 Autres charges exceptionnelles	2 990		252 048	
<b>X. Impôts sur le résultat</b>		419 265		118 970
<i>A. Impôts</i>		419 265		118 970
670 Impôts sur le résultat		419 265		118 970
670000 Impôts et précomptes retenus	419 265		118 970	
<b>Résultat de l'exercice</b>		17 681 420		17 681 420
<b>Résultat reporté de l'exercice précédent</b>				17 681 420
<b>Résultat reporté</b>				17 681 420

## ANNEXE

## I. ETAT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT

*Sans objet*

II. ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		Codes	Logiciels
<b>a) VALEUR D'ACQUISITION</b>			
Au terme de l'exercice précédent		801	211
Mutations de l'exercice :			714 258
· Acquisitions, y compris la production immobilisée		802	59 404
· Cessions et désaffectations (-)		803	-
· Transferts d'une rubrique à une autre (+)(-)		804	-
Au terme de l'exercice		805	773 662
<b>c) AMORTISSEMENTS ET REDUCTIONS DE VALEUR</b>			
Au terme de l'exercice précédent		806	443 993
Mutations de l'exercice :			
· Actés		807	174 036
· Repris car excédentaires (-)		808	-
· Acquis de tiers		809	-
· Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)		810	-
· Transférés d'une rubrique à une autre (+)(-)		811	-
Au terme de l'exercice		812	618 029
<b>d) VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME EXERCICE</b>		813	155 633

Annexe 2000

Page 1

## III. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Codes	Equipement des bâtiments	Outils et machines	Mobilier	Matériel roulant	Equip. Inform. et téléphon.
815	230	232	240	241	242
<b>a) VALEUR D'ACQUISITION</b>					
Au terme de l'exercice précédent					
Mutations de l'exercice :					
816	663 539	89 742	8 284 463	1 334 858	15 091 480
Acquisitions, y compris la production immobilisée					
817			3 774 760	539 175	2 957 568
Cessions et désaffectations (-)					
818					
Transferts d'une rubrique à une autre (+)(-)					
Au terme de l'exercice					
819	663 539	89 742	12 059 223	1 874 033	18 049 048
<b>b) PLUS-VALUES</b>					
Au terme de l'exercice précédent					
820					
Mutations de l'exercice :					
Actées					
821					
Acquises de tiers					
822					
Annulées (-)					
823					
Transférées d'une rubrique à une autre (+)(-)					
824					
Au terme de l'exercice					
825					
<b>c) AMORTISSEMENTS ET REDUCTIONS DE VALEUR</b>					
Au terme de l'exercice précédent					
826		22 955	3 414 940	785 560	6 485 364
Mutations de l'exercice :					
Actés					
827	132 708	17 949	2 263 350	245 159	5 588 962
Repris car excédentaires (-)					
828					
Acquis de tiers					
829					
Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)					
830					
Transférés d'une rubrique à une autre (+)(-)					
831					
Au terme de l'exercice					
832	132 708	40 904	5 678 290	1 030 719	12 074 326
<b>d) VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME EXERCICE</b>					
833	530 831	48 838	6 380 933	843 314	5 974 722



## VI. PLACEMENTS DE TRESOR., AUTRES PLACEMENTS

	Codes	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>Actions et parts</b>			
Valeur comptable augmentée du montant non appelé	51		
Montant non appelé (-)	8681		
	8682		
<b>Titres à revenu fixe</b>			
dont émis par des établissements de crédit	52		
	8684		
Comptes à terme détenus auprès des établis. de crédit	53	90 000 000	
avec une durée résiduelle ou de préavis :			
d'un mois au plus	8686	90 000 000	
de plus d'un mois à un an au plus	8687		
de plus d'un an	8688		
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	8689		

## VII. COMPTES DE REGULARISATION D'ACTIF

Ventilation de la rubrique 490 "Charges à reporter"	Exercice 2000
Q.P. Loyer immeuble VINCI (cfr. Ach. 505/2000)	1 192 175
SMAP Assurance véhicules année 2001 (cfr. Achat de 968 à 972/2000)	107 013
SMAP Assurance AWA 113 année 2001 (cfr. Achat 1039/2000)	59 495
Carburant véhicules : 01/2001 (cfr. Achat 919/2000)	55 638
Location véhicule KLU 811 : 01/2001 (cfr. Achat 920/2000)	22 104
Loyer pour 3 photocopieuses Panasonic : 01/2001 (cfr. Achat 938/2000)	21 035
Q.P. Loyer pour 3 photocop. Minolta : 24/12/00 - 23/01/01 (cfr. Achat 921/2000)	20 437
Q.P. Abonnement Echo : 01/09/00 - 31/08/01 (cfr. Achat 672/2000)	5 933
Q.P. Abonnement Libre Belgique : 23/09/00 - 24/09/01 (cfr. Achat 797/2000)	5 958
Q.P. Abonnement Le Soir : 01/10/00 - 30/09/01 (cfr. Achat 708/2000)	5 805
Q.P. Abonnement Trends : 01/09/00 - 31/08/01 (cfr. Achat 724/2000)	4 320
Q.P. Abonnement Compta créative : 01/10/00 - 30/09/01 (cfr. Achat 858/2000)	3 666
Q.P. Abonnement Basic Info : 22/02/00 - 22/02/01 (cfr. Achat 248/2000)	2 512
Q.P. Contrat de mise à jour cubic : 01/09/00 - 31/08/01 (cfr. Achat 718/2000)	2 440
<b>TOTAL</b>	<b>1 508 531</b>

Ventilation de la rubrique 491 "Produits acquis"	Exercice 2000
Rembours. par Bxls de frais payés par Namur (Estimation frais Dexia)	3 315 144
Produits financiers divers (int. sur placement : Q.P. 12/00)	233 812
Intérêts bruts du compte de dépenses (année 2000) (cfr. OD 328/2000)	94 713
Eurologs (Rembours. par Bxls frais payés par Namur) (cfr. 367/2000)	47 674
Win S.A. (Rembours. par Bxls frais payés par Namur) (cfr. Facture 4è trim.)	18 462
Factures Orda-B. (Rembours. par Bxls fr. payés par Namur) (cfr. OD 366/2000)	11 947
Paiement voiture contrôleur (Q.P. utilisation privée) (cfr. OD 329-331/2000)	10 401
Paiement frais GSM (Q.P. utilisation privée) (cfr. OD 327/2000)	75
<b>TOTAL</b>	<b>3 732 228</b>



## X. ETAT DES DETTES

A. VENTILATION DES DETTES A L'ORIGINE A PLUS D'UN AN,  
EN FONCTION DE LEUR DUREE RESIDUELLE

sans objet

## B. DETTES GARANTIES

sans objet

C. DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	Codes	Exercice 2000
1. Impôts (rubrique 450/3 du passif)		
2. Rémunérations et charges sociales (rubrique 454/9 du passif)		
a) Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	867 426
b) Autres dettes salariales et sociales	9077	9 077 227

## XI. COMPTES DE REGULARISATION DU PASSIF

Ventilation de la rubrique 492 "Charges à imputer"	Exercice 2000
Cotisation 4ème trimestre O.N.S.S. (cfr. Fact. 4è trim.)	1 728 255
Frais d'électricité (Estimation décembre 2000)	92 289
GSW (Q.P. du 19 au 31/12/00) (cfr. Fact. 4è trim.)	16 900
Précompte mobilier (s/int. compte dépenses : année 2000) (cfr. OD 328/2000)	14 207
Frais de Gaz (Q.P. du 29/12 au 31/12/00) (cfr. Fact. 4è trim.)	9 338
Consommation d'eau (Q.P. 12/00)	6 660
<b>TOTAL</b>	<b>1 867 649</b>

Ventilation de la rubrique 493 "Produits à reporter"	Exercice 2000
Q.P. rembourse. rémun. Van Den Berg : 12/00-03/01 (cfr. Ven 92/2000)	272 691
Q.P. rembourse. rémun. Gaudemont : 12/00-01/01 (cfr. Ven 94/2000)	99 927
Q.P. rembourse. rémun. Herbage : 12/00-01/01 (cfr. Ven 93/2000)	43 583
Q.P. Loyers de Deloitte : 15/07/00 - 15/01/01 (cfr. OD 273/2000)	42 816
<b>TOTAL</b>	<b>459 017</b>

XII. RESULTATS D'EXPLOITATION		Exercice 2000	Exercice 1999
<b>A. CHIFFRES D'AFFAIRES NET</b>		70 - 25 029 804	- 25 616 783
<b>B. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (rubrique 74)</b>			
dont :			
Dotations reçues de la Communauté française		740 383 604 000	329 300 000
<b>C1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL</b>			
Cfr. Bilan social			
<b>C2. FRAIS DE PERSONNEL (rubrique 62)</b>		620 152 719 999	146 202 171
a) Rémunérations et charges sociales		624 4 010 363	-
e) Pensions		625 3 894 506	2 269 046
f) Provisions pour pécuies de vacances			
<b>C3. PROVISIONS POUR PENSIONS (comprise dans rubrique 635/7)</b>			
<b>D. REDUCTION DE VALEUR (rubrique 631/4)</b>			
<b>E. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (rubrique 635/7)</b>			
<b>F. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION (rubrique 640/8)</b>			
Toxes sur véhicules		640 -	35 736
Autres		641/8 -	-

## XIII. RESULTATS FINANCIERS

	Codes	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>A. AUTRES PRODUITS FINANCIERS (rubrique 752/9)</b>			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats :			
. Subsides en capital	9125		
. Subsides en intérêts	9126		
. Autres produits financiers		3 028 910	793 122
<b>B. INTERETS PORTES A L'ACTIF</b>			
	6503		
<b>C. REDUCT. DE VALEUR SUR ACT. CIRCULANTS (rubrique 651)</b>			
<b>D. AUTRES CHARGES FINANCIERES (rubrique 652/9)</b>			
. Montant de l'escompte sur la négociation de créances	653		
. Charges financières diverses		4 041	376

## XIV. RESULTATS EXCEPTIONNELS

	Codes	Exercice 2000	Exercice 1999
<b>A. Ventil. des AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
		6	
<b>B. Ventil. des AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
		2 990	252 048

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15480]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP  
BEGROTINGSJAAR 2000

HOOFDSTUK IVastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2000, bedragen 1.255.600.000 frank (bijlage tabel I, kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 1.031.337.280 frank (bijlage tabel I, kolom 4)

**Artikel 3**

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 224.262.720 frank (bijlage tabel I, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel I, kolom 8).

§ 3. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2000 bedragen 6.463.073.125 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 2).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2000, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren 812.448.137 frank bedroeg (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 1), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2000 7.275.521.262 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 36 en 38 van het decreet van 23 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2000 bedragen 6.691.305.659 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 4)

**Artikel 6**

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2000 584.215.603 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 5)

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De vastgestelde rechten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2000 240.609.977.887 frank (bijlage tabel II kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	232.412.637.820
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	43.040.067
- opbrengsten van lening	8.154.300.000

**Artikel 8**

De begrotingsontvangsten van het jaar 2000 bedragen 240.609.977.887 frank (bijlage tabel II kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	232.412.637.820
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	43.040.067
- opbrengsten van lening	8.154.300.000

**Artikel 9**

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 frank (bijlage tabel II kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II kolom 5) (in frank)

- lopende fiscale en algemene ontvangsten
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten
- opbrengst van lening
- b. naar het begrotingsjaar 2001 overgedragen rechten (bijlage tabel II kolom 6)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten
- opbrengst van lening

### § 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

#### Artikel 10

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2000 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel III, kolom 1).	
Ordonnanceringskredieten	1.241.700.000
Niet-gesplitste kredieten	242.066.400.000

#### Artikel 11

Die uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen verricht krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van 1.064.000.000 frank verdeeld op de volgende wijze (nettoaanpassing) (bijlage tabel III kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten	-62.200.000
Niet-gesplitste kredieten	1.126.200.000

#### Artikel 12

De toegekende uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 6.964.736.925 frank krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	6.964.736.925

#### Artikel 13

- Krachtens de artikelen 10, 11 en 12 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 2000 251.336.836.925 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	1.179.500.000
Niet-gesplitste kredieten	250.157.336.925

### § 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

#### Artikel 14

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2000 bedragen 240.489.273.539 frank (bijlage tabel III, kolommen 5, 6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	248.967.694	792.958.183	1.041.925.877
Niet-gesplitste kredieten	2.528.191.814	236.919.155.848	239.447.347.662
<b>Totaal</b>	<b>2.777.159.508</b>	<b>237.712.114.031</b>	<b>240.489.273.539</b>

#### Artikel 15

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 240.489.273.539 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten	1.041.925.877
Niet-gesplitste kredieten	239.447.347.662

(bijlage tabel III, kolom 8)

#### Artikel 16

Uit de vergelijking van de artikelen 14 en 15 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel III, kolom 9).

### § 4 Regeling van de kredieten

#### Artikel 17

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2000 van 10.847.563.386 frank onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	137.574.123
Niet-gesplitste kredieten	10.709.989.263

#### Artikel 18

Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2000 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 1.308.322.858 frank:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	1.308.322.858

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de tabel VI van de bijlage.

**Artikel 19**

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 17 en 18, bestaat het bedrag van de op 31 december 2000 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	137.574.123	4.071.475.133	4.209.049.256
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	7.946.836.988	7.946.836.988

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2000**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2000 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 240.609.977.887 frank

De uitgaven bedragen 240.489.273.539 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 120.704.348 frank

Daar het saldo op het einde van het begrotingsjaar 1999 -8.606.479.055 frank bedroeg, bedraagt het saldo op het einde van het begrotingsjaar 2000 -8.485.774.707 frank

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 21**

De vastgestelde rechten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2000 6.463.073.125 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waarvan

Lopende ontvangsten	6.439.653.186
Kapitaalontvangsten	23.419.939

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2000 bedragen 6.463.073.125 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 2)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2000 899.808.753 frank bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringskredieten op de variabele kredieten 7.362.881.878 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 36 en 38 van het decreet van 23 december 1999 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnanceringskredieten aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2000 bedragen 6.647.706.597 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten, kolom 4).

**Artikel 24**

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 22 eerste lid en 23, bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten -184.633.472 frank

**Artikel 25**

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 22 tweede lid en 23 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringskredieten – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2000 715.175.281 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringskredieten kolom 5) . Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 2000 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in frank)
- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0
(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).	

**Artikel 27**

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2000 bedroeg -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 7).  
Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

**Artikel 28**

Er werd geen uitgave aangerekend op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

**Artikel 29**

Daar er geen verrichtingen van ontvangsten en uitgaven werd verricht zoals blijkt uit de artikelen 27 en 28, bedraagt het op 31 december 2000 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 9).

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V  
Globaal resultaat

**Artikel 30**

Alle diensten samen, begroting en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2000 (in frank):

Begroting sensu stricto : 120.704.348

Variabele kredieten : -184.633.472

Afzonderlijke sectie :

Totaal : -63.929.124

TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 31**

De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 7.898.100.000 frank (bijlage tabel VII kolom 1)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2000 bedragen 14.685.864.036 frank.

Ze worden onderverdeeld als volgt:

- Saldo op 1 januari	5.379.476.540
----------------------	---------------

- Ontvangsten van het jaar	9.306.387.496
----------------------------	---------------

(bijlage tabel VII, kolommen 3 en 6).

Het bedrag van 14.685.864.036 frank is het beschikbaar bedrag voor de uitgaven van het jaar 2000.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven**Artikel 32**

De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 8.853.800.000 frank (bijlage tabel VII kolom 2).

De uitgaven bedragen 9.571.119.555 frank (bijlage tabel VII kolom 4).

§ 3. Begrotingsresultaat**Artikel 33**

Overeenkomstig de artikelen 31 en 32, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van -264.732.059 frank.

Het bedrag beschikbaar op 31 december 2000 bedraagt 5.114.744.481 frank.

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DERDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET TYPE A

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

HOOFDSTUK I

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lopend jaar

**Artikel 34**

Begrotingsverwijzing: decreet van 23 december 1999

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 artikel 42

Boek 158 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 2000 wordt opgesteld als volgt:

a) Ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	1.297.700.000
aangerekende ontvangsten	1.243.553.772
verschil	54.146.228



b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	1.364.472.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	1.364.472.000
aangerekende uitgaven	1.234.639.985
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	129.832.015
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 2000 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	1.243.553.772
uitgaven	1.234.639.985
ontvangstenoverschot	8.913.787

HOOFDSTUK II

## FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS (Egalisatiefonds voor begrotingen)

Lopend jaar

**Artikel 35**

Begrotingsverwijzing: decreet van 23 december 1999

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 artikel 42

Boek 158 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het *Fonds d'égalisation des budgets* voor het jaar 2000 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	0
aangerekende ontvangsten	0
verschil	0
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	0
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	0
aangerekende uitgaven	0
kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	0
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 2000 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	0
uitgaven	0
ontvangsten-/uitgavenoverschot	0

HOOFDSTUK IIISERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION  
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Lopend jaar

**Artikel 36**

Begrotingsverwijzing: decreet van 23 december 1999

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2000 artikel 42

Boek 158 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van de *Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française* voor het jaar 2000 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	410.144.000
aangerekende ontvangsten	420.961.106
verschil	10.817.106
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	410.144.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	5.063.391
totaal van de kredieten	415.207.391
aangerekende uitgaven	327.867.636
kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	87.339.755



c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 2000 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	420.961.106
uitgaven	327.867.636
ontvangstenoverschot	93.093.470

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,  
Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,  
Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,  
Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,  
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,  
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

—  
Nota

(1) *Zitting* 2006-2007

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr.380-1

*Zitting* 2007-2008

Stukken van het Parlement – Verslag, nr.380-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

—————  
**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2019/15481]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2001 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE  
ANNEE BUDGETAIRE 2001**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

**Engagements effectués en exécution du budget**

**§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2001, s'élèvent à 1.179.400.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

**§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés**

**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 974.025.680 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 205.374.320 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

**§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement**

**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2001 s'élèvent à 5.042.716.019 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2001, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de 584.215.603 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2001 à 5.626.931.622 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 38 du décret du 12 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2001 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

**§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables**

**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2001 s'élèvent à 5.841.377.918 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)